

Filière bois : dans les Landes, la rareté de la ressource inquiète

Publié le 11/03/2018 à 17h41 par **Arnaud Bertrand**.



- ▲ Fin janvier, les industriels ont alerté les services de l'État d'une situation qui voit les prix flamber. Le préfet est allé à leur rencontre en fin de semaine dernière, à Uza.
20180311_photo_20180310_photo_D22E3405 ©ISABELLE LOUVIER

AVANT-PREMIÈRE

Les difficultés d'approvisionnement en bois d'œuvre préoccupent les industriels aquitains, qui peinent déjà à répondre aux besoins d'un secteur en pleine reprise économique.

Risque-t-on, à terme, **de manquer de bois d'œuvre** dans le massif des Landes de Gascogne ? La question inquiète les industriels de la filière. Dopés par une reprise économique, leurs carnets de commandes sont pleins. « Les voyants sont quasiment tous au vert », souligne François Guiraud, président de la Fédération des industries du bois d'Aquitaine (Fiba). « Quasiment ».

Car, depuis l'automne, la centaine de scieries du massif peine à s'approvisionner en gros bois pour répondre à la demande de débits à palette et de la construction. « Certaines doivent ralentir leur activité, d'autres s'arrêtent de produire quelques jours par mois », constate le président de la Fiba. **La situation « paradoxale » d'une filière « en tension »** dans le massif des Landes de Gascogne.

La préfecture alertée

Principale raison : l'effet cumulé des deux tempêtes de 1999 et 2009. Un tiers du bois disponible a disparu en une décade (140 millions à 90 millions de mètres cubes). Selon une étude (1), il devrait manquer **un million de pins maritimes par an** jusqu'en 2025 pour couvrir la demande des industriels. Jusque-là, le déstockage des plateformes de bois chablis permettait de compenser. Mais leurs capacités de 42 millions de mètres cubes arrivent à épuisement.

La rédaction vous conseille

Yoga, pilates, nutrition... Une école des métiers du mieux-être ouvre à Bordeaux
Urssaf : en Nouvelle-Aquitaine, plus d'aide et moins de contrôles ?

Fin janvier, les industriels ont alerté les services de l'État d'une situation qui voit les prix flamber. Vendredi, le préfet des Landes, Frédéric Perissat, a chaussé les bottes pour une visite sur un chantier de découpe, à Saint-Julien-en-Born. Dans ses pas, les principaux acteurs de la filière, **sylviculteurs et industriels**.

L'objectif : rassurer et montrer qu'il y a encore du bois à mobiliser. « Mon

souhait est qu'il y ait une réflexion collective pour que tous jouent le jeu », explique le préfet, pour qui il faut « aller chercher le bois » pour répondre à l'urgence. Un travail de diagnostic va, par ailleurs, être mené par le Centre régional de la propriété forestière (CRPF).

Les industriels de la filière bois demandent la mise en marché par les sylviculteurs de **leurs bois arrivés à maturité**. Sur le site visité, six hectares de pins maritimes de 70 ans d'âge étaient en cours de découpe.

Plusieurs études lancées

« On a du bois pour demain, mais peut-être pas pour après-demain. Nos prévisions de stocks se sont réduites de quatre à deux mois », souligne l'acquéreur, Nicolas Neyrinck,

« On a du bois pour demain, mais peut-être pas pour après-demain. Nos prévisions de stocks se sont réduites de quatre à deux mois »

gérant de la scierie Somoma. « La question immédiate, c'est la mise en marché. Après, c'est de savoir si cette tension va se poursuivre dans les années à venir », note Stéphane Latour, directeur de la Fédération des industries du bois d'Aquitaine.

Sur des inventaires de 2011, cette ressource avait été estimée, en 2013, à 35 millions de mètres cubes, soit dix ans de stocks. « **Mais c'était il y a sept ans** », note Stéphane Latour. Deux études, l'une des services de l'État et l'autre du Syndicat des sylviculteurs, sont actuellement en cours afin de connaître précisément les ressources disponibles. Les résultats devraient être révélés d'ici juin prochain. « Avec l'étude, nous allons avoir un catalogue de la ressource commune par commune, par catégories de bois de plus de 50 ans », explique Jean-Antoine Ballarin, secrétaire élu du Syndicat des sylviculteurs, qui **regroupe 6 000 adhérents**. D'après lui, les premiers résultats semblent montrer que « les quantités sont supérieures à celles que l'on croit ». « Du bois, il y en a, dit-il. À trop parler de pénurie, cela fait monter les prix. »

Une « révolution » en cours

Pour Jean-Antoine Ballarin, les sylviculteurs n'entendent « pas faire de leur forêt un musée ». « C'est au moment où on mobilise la ressource que le cycle économique est abouti. » Selon lui, les industriels doivent cependant **prendre en compte les améliorations génétiques** des pins maritimes. « La vraie inquiétude, c'est la rupture technologique à laquelle sont confrontés les industriels. La ressource est en train d'évoluer vers des arbres de 30 à 40 ans, contre 70 ans autrefois. Avant, on commençait à exploiter un bois de sciage à partir de 1,5 mètre cube unitaire. Aujourd'hui, on est passé à 0,6. Les machines ne sont pas les mêmes. Peut-être faudrait-il fléchir l'aide publique pour mettre l'outil industriel en adéquation avec la ressource abondante. »

Pour Paul Lesbats, président de la Section exploitation forestière sciage, qui unit les acteurs du bois d'œuvre, **une « révolution » est en train de s'opérer**. « Il y a une modification attendue des parcours sylvicoles, il faut voir à quelle vitesse nos outils pourront s'adapter pour traiter ces bois plus jeunes. Il faut, dans le même temps, que ces parcours soient compatibles avec l'industrie du bois d'œuvre, juge-t-il. On travaille la même essence. Nos intérêts et nos destinés sont liés. »

Sa seule crainte : voir disparaître des scieries à court terme, si elles ne sont pas approvisionnées. Une industrie **qui représente 4 000 emplois**.

(1) De l'Institut géographique national et de l'Institut technologique Forêt-celullose-bois en 2015.

« Le bon moment pour couper ? »

Si les propriétaires de plus de 25 hectares, soumis à un plan simple de gestion (PSG), sont connus, « nous n'avons pas connaissance de tous les bois », soulignait vendredi, depuis Uza, le préfet, Frédéric Perissat. « Après la tempête Klaus en 2009, les propriétaires de plus de cinq hectares avaient pu se regrouper en association pour obtenir des aides du Département à la reconstitution. Nous avons pu les repérer. En dessous, nous ne savons rien. Il y a peut-être un gisement », suggère-t-il.

À l'heure où les industriels ont besoin de bois et alors que les prix sont très attractifs, « c'est peut-être le bon moment pour ces propriétaires de couper dans le cadre d'une gestion durable », pousse en tout cas le représentant de l'État.

Le centre régional de la propriété forestière (CRPF), établissement public, va proposer de mener des diagnostics auprès des propriétaires de moins de 25 hectares pour les aider dans la gestion de leur domaine, « sans les forcer », précise bien son directeur, Roland de Lary.

« Le but est de remettre en gestion des forêts en recentrant l'action sur le propriétaire forestier [...] Le but n'est pas de puiser dans la forêt comme dans une carrière », poursuit le professionnel.



Recevez la newsletter **Running**

Retrouvez chaque semaine le calendrier et les résultats des courses dans la région.

S'inscrire

A LIRE AUSSI